

## CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT

### Accompagnement de la réflexion pour la création d'un miroir d'eau sur la Reppe au niveau du Pont du Faubourg sur la commune d'Ollioules

Entre :

La commune d'OLLIOULES représentée par son Maire **Monsieur Robert BENEVENTI** autorisé par la délibération du conseil municipal du 23 Mai 2020  
d'une part,

Et

Le **CAUE-Var**, représenté par sa Présidente, **Madame Manon FORTIAS**, mandataire légal, autorisée par la délibération du conseil d'administration du 17 juin 2008 et par l'article 11 des statuts,  
d'autre part.

#### PREAMBULE

La loi sur l'architecture n°77-2 du 3 janvier 1977 a créé les Conseils d'Architecture Urbanisme et Environnement avec d'une part pour mission « *de développer l'information, la sensibilité et l'esprit de participation du public dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement* », et d'autre part une mission d'assistance et d'accompagnement aux maîtres d'ouvrages en contribuant « *directement ou indirectement, à la formation et au perfectionnement des maîtres d'ouvrages, des professionnels et des agents des administrations et des collectivités qui interviennent dans le domaine de la construction (...)* Il est à la disposition des collectivités et des administrations publiques qui peuvent le consulter sur tout projet d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement. »

#### ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

La commune d'Ollioules est traversée par le petit fleuve côtier La Reppe qui descend du massif de Siou Blanc pour se jeter dans la Méditerranée au niveau de la limite communale Six-Fours / Sanary. En amont du Village, elle a entaillé de profondes gorges et son cours s'assagit à l'approche du Village et dans la plaine aval. Ressource importante de l'économie agricole, un grand nombre d'ouvrages ruraux sont liés à sa présence et marquent le territoire. Elle borde le village sur tout son flanc Est apportant au paysage urbain une ambiance naturelle et de fraîcheur mais en de nombreux endroits l'urbanisation enserme ses berges les retirant de la vue depuis les espaces publics.

Les récents travaux d'entretien du cours d'eau en amont, permis par la mise en place de la taxe GEMAPI, ont pour effet d'accélérer le débit du fleuve augmentant le transport des matériaux qui se déposent dans les tronçons plus plats, notamment au niveau du village.

A l'heure de la prise de conscience collective du réchauffement climatique, la prise en compte de cette eau urbaine dans l'aménagement de la ville est une question importante liée aux enjeux de fraîcheur, de gestion des risques, de biodiversité et de gestion de la ressource et qui interroge les différentes fonctions du fleuve.

La Reppe, par ailleurs objet de PPRI, est inscrite dans le périmètre du Programme d'action de prévention des risques inondation du bassin de risque des Petits Côtier Toulonnais (PAPI-PCT) élaboré par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La municipalité d'Ollioules souhaite étudier les conditions de mise en valeur de la présence de l'eau dans la ville, en amont du pont du Faubourg, tout en tenant compte des problématiques de transport des matériaux et de gestion des risques. Cette mise en valeur paysagère pourrait en particulier prendre la forme d'un miroir d'eau.

## **ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISSION**

Les prestations portent sur une mission de conseil comprenant :

### **I. Diagnostic**

- 1- Analyse physique du cours d'eau dans la traversée du Village : largeur du lit, traitement des berges, présence de l'eau à l'étiage, historique et niveaux des crues, fonctionnement hydraulique en amont et en aval : cause d'embâcles, de débordement, champs d'épandages, etc....

Il ne s'agit pas ici de faire une étude hydraulique mais à partir des éléments bibliographiques et des documents réglementaires (PPRI, AZI, etc...) de dresser un état des lieux des connaissances.

- 2- Analyse de l'environnement urbain proche du lit du fleuve : nature de l'occupation du sol, présence et nature des constructions, ouvrages de franchissement, accès au lit...
- 3- Perceptions paysagères du fleuve dans la ville : l'eau, les végétaux, les ouvrages ;
- 4- La vie du fleuve : usage, fonctions, présences animales (poissons, oiseaux, rongeurs, etc...) ;

### **II. contraintes juridiques et réglementaires liées à la présence de l'eau.**

### **III. Synthèse des contraintes et des potentialités**

### **IV. Pistes de mise en valeur et d'aménagement possibles du cours d'eau urbain.**

### **V. Bilan avantages-inconvénients de chaque scénario proposé et chiffré et définition des fiches de route pour la mise en œuvre du projet** (procédure d'autorisation administrative, études complémentaires, modalités de maîtrise d'œuvre, etc.).

## **ARTICLE 3 : MOYENS MIS EN OEUVRE**

Le CAUE-Var mettra en œuvre tous les moyens humains et techniques à sa disposition pour réaliser la mission. En particulier, il sélectionnera le prestataire qui lui semblera, après consultation parmi les bureaux d'études retenus dans le cadre de l'accord-cadre annuel, présenter le plus de garanties pour la bonne conduite de la mission.

## **ARTICLE 4 : DEROULEMENT DE LA MISSION**

Dès la réception de la convention signée par M. le Maire, le CAUE VAR organise la consultation pour le choix d'un prestataire parmi les professionnels retenus dans son accord-cadre annuel.

L'étude démarrera dès la notification au prestataire retenu de sa mission. Elle prendra fin à la remise de rapport final.

**Une réunion marquera le lancement de la mission.** A cette réunion seront invités, outre les élus et les agents municipaux concernés, un représentant de l'UDAP du Var, et les représentants de la Métropole (service GEMAPI, service aménagement), un représentant de la DREAL, un représentant de la DDTM.

Cette réunion sera l'occasion d'une visite du site.

**Une réunion intermédiaire** de présentation des points I à III décrits ci-dessus sera organisée en invitant les mêmes personnes, dans les trois mois qui suivent le lancement de la mission. Lors de cette réunion les pistes de préconisations qui figureront dans la charte seront esquissées.

**Une réunion finale** présentera les point IV et V décrits ci-dessus.

La durée globale prévisionnelle de la mission est fixée à : 6 mois à compter de la réunion de lancement.

La mission sera coordonnée par le CAUE qui s'attachera les services d'un ou une prestataire chargé(e) de la réalisation des études.

#### **ARTICLE 5 : FINANCEMENT DE LA MISSION**

Une participation financière de 2 750 euros de la commune est demandée pour la réalisation de cette étude, dans le cadre et l'esprit des principes énoncés par la loi sur l'architecture.

#### **ARTICLE 6 : MODALITE DE VERSEMENT**

L'étude débutera à la réception de la convention signée et de la notification, et se déroulera sur une durée de 5 (cinq) mois. Le versement de la participation, s'effectuera au démarrage de l'étude, sur le compte bancaire du CAUE Var ouvert dans l'établissement HSBC, sous les références suivantes :  
Code banque : 30056, code guichet : 00270, numéro compte : 0270 540 9860, clé RIB : 19.

#### **ARTICLE 7 : RESILIATION**

L'inexécution de tout ou partie de la convention par l'une des parties entrainera sa résiliation, elle pourra intervenir sur la demande motivée et notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception par l'une ou l'autre des parties contractantes, sans qu'aucune indemnité ne puisse être versée de part et d'autre.

#### **ARTICLE 8 : DROIT APPLICABLE- ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

La loi française s'applique à la présente Convention.  
A défaut d'accord amiable préalable entre les parties, toute contestation relative à l'exécution et/ou à l'interprétation de la présente convention relève de la compétence exclusive des juridictions toulonnaises.

Toulon le ....., fait en deux exemplaires

**Pour la commune d'OLLIOULES**  
**Monsieur Robert BENEVENTI**  
Maire  
Conseiller Régional

**Pour le CAUE VAR**  
**Madame Manon FORTIAS**  
Présidente  
Conseillère Départementale

RO/  
Wiphiid  
JAUBERT

